



Déclaration liminaire CHSCT du 9 mars 2021

1ere convocation

Monsieur le Président,

Nous traversons actuellement une crise majeure du fait de la pandémie, dont les conséquences à long terme sont encore difficilement mesurables.

Depuis le début de cette crise, le Président Macron et ses gouvernements successifs enchaînent les fiascos, de l'épisode des masques jusqu'à la campagne de vaccination aujourd'hui.

Force est de constater que nous subissons toutes et tous, en tant que citoyennes et citoyens, les effets délétères des politiques néo-libérales.

Pour la CGT, le recours à la seule économie de marché ne saurait permettre de faire face aux défis qui s'imposent. Bien au contraire, plus que jamais l'heure devrait être à la solidarité, à la mutualisation des moyens, au bénéfice du plus grand nombre. Lors du premier confinement, Emmanuel Macron a loué le rôle essentiel des «premiers de corvées» et des services publics si souvent stigmatisés par nos élites politiques, patronales et administratives.

Loin de tirer les leçons de la période que nous vivons, le gouvernement persiste et signe.

Les revalorisations salariales se font attendre, les fermetures de lits dans les hôpitaux se poursuivent, de même que la mise à mal de l'ensemble des services publics.

La DGFIP n'est pas en reste, loin s'en faut, avec notamment la mise en place à marche forcée du NRP (nouveau réseau de proximité). Le «quoi qu'il en coûte» cher à l'Élysée est des plus sélectifs !

Des milliards d'euros d'aides sont versées aux entreprises via le fonds de solidarité, sans contrepartie, tandis que le gel des rémunérations et les suppressions d'emplois se poursuivent dans la sphère publique, notamment au MEF et de la Relance, où des milliers d'emplois sont supprimés. Pourtant, on recrute de 250 contractuels pour faire face aux demandes de fonds de solidarité ! Vive la précarisation au détriment du statut...

Concernant le télétravail ou plutôt le travail à domicile en période de crise sanitaire, la CGT demande à nouveau des moyens donnés aux agents pour télétravailler dans de bonnes conditions, (fauteuils ergonomiques, écrans plus grands, souris et tapis), une indemnité compensatrice, comme dans un certains nombres d'entreprises privées, selon certaines études environ 174 euros par mois.

Certains collègues n'ont pas de pièce dédiée, ni de matériel adéquat, et ce qui se passe actuellement n'est pas du télétravail, mais un simili.

La DGFIP souhaite désormais équiper chaque agent d'un ordinateur portable alors que la totalité des missions n'est pas télétravaillable, et alors même que chaque agent ne dispose pas forcément d'une bonne connexion ou d'internet simplement...

Certes ce sera utile en cas d'une nouvelle crise sanitaire (même si celle-ci n'est pas finie), mais la CGT FP 07, craint surtout que ce soit un outil pour accélérer la suppression de structures, la suppression des accueils, et des collectifs de travail...Est cela le monde d'après ?

La CGT rappelle qu'elle est attachée à un service public de proximité, pas à une société dématérialisée sans contact humain.

A ce sujet, la campagne d'impôt sur le revenu va bientôt démarrer. Nous vous avons alerté précédemment sur la crainte des agents, suite aux événements survenus à Pôle Emploi Valence et à Faun , concernant le manque de sécurisation de nos accueils et l'agressivité croissante de certains usagers liée à la crise.

Vous nous avez annoncé mettre en place un groupe de travail spécifique sur ce sujet, et qui est à l'ordre du jour de ce CHSCT

C'est bien, mais la campagne démarre dans à peine plus d'un mois, et va être difficilement tenable avec des effectifs incomplets, .

Comment gérer les files d'attente, extérieures notamment, puisque seul un nombre limité d'usagers pourra être présents au sein de l'accueil... La CGT craint des files interminables et chaotiques.

Pour finir, un petit mot sur l'incident lié à la venue du Ministre DUSSOPT sur TOURNON, outre le fait qu'il n'ai daigné répondre à la demande d'audience des organisations syndicales .

La CGT constate que la DGFIP a de très bons cadreurs (voir photos sur ulyse), mais dénonce avec force le piétinement complet des règles sanitaires de distanciation sociale ce jour là.

Car avec entre 20 et 30 personnes présentes ce jour là, avec notamment le préfet et son cabinet, le maire de Tournon, la députée Nord-Ardèche, le Ministre et son cabinet,... à l'accueil du CFP de Tournon alors qu'il ne peut « contenir » que 4 usagers simultanément en période de crise sanitaire, et que celui-ci était encore ouvert au public au moment de l'arrivée de la cavalerie.

Les règles ne sont apparemment pas les mêmes pour tout le monde.

Julien PETIT

Hervé LE DALLIC

Françoise LE GALL

Pierre-Henri GACHE